

Mission critique : Investir dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour une reprise économique saine et respectueuse de l'environnement



Résumé analytique

Atteindre un accès universel à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) est fondamental pour assurer un développement inclusif et durable.

L'accès insuffisant aux services EAH est responsable de 10 % de la charge de morbidité mondiale et contribue ainsi chaque année à 1,6 million de décès évitables, dont 60 % sont dus aux maladies diarrhéiques. Le manque de services EAH de base contraint les ménages à passer en moyenne une à deux heures par jour à collecter de l'eau, autant de temps que leurs membres ne peuvent pas consacrer à leur emploi ou à leur éducation. Ces impacts sur la santé et les perspectives économiques affectent plus particulièrement les femmes, faisant du manque de services EAH un obstacle majeur à l'autonomisation des femmes et à l'égalité des genres.

L'argumentaire en faveur du financement des services EAH se retrouve dans certains aspects liés aux rapports coûts-avantages, lesquels démontrent systématiquement une rentabilité importante.

Les rapports coûts-avantages comparent les gains socioéconomiques d'un investissement avec leurs coûts, tous mesurés en termes monétaires, afin d'évaluer la rentabilité. Les principales estimations ont montré que l'accès universel à l'EAH

présente une excellente rentabilité, son rapport coûts-avantages allant de 4 à 8, même lorsque d'importants impacts sociétaux comme l'égalité des genres ne sont pas pris en compte.

À la suite de la pandémie de COVID-19 et face aux risques croissants causés par le changement climatique, il est grand temps de reconsidérer les arguments en faveur d'investissements dans les services EAH.

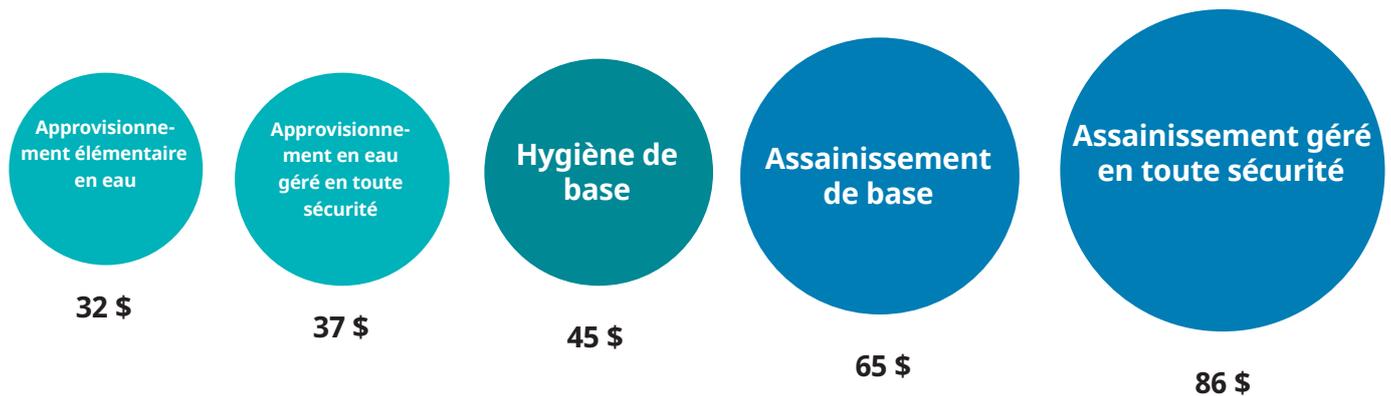
La pandémie a mis en lumière les conséquences économiques et sociétales dévastatrices des maladies infectieuses et les risques qu'elles représentent devraient augmenter de manière significative en raison du changement climatique. Pourtant, le rôle potentiel de l'EAH pour atténuer les risques de maladies infectieuses véhiculées par l'air (ce qui est particulièrement important dans le cas de la COVID-19) et favoriser la résilience au changement climatique n'a encore jamais été inclus dans un rapport coûts-avantages. À l'heure où de nombreux gouvernements et bailleurs de fonds cherchent à « reconstruire en mieux » après la pandémie de COVID-19, cette étude propose de reconsidérer les arguments en faveur du financement de l'accès universel aux services EAH, en actualisant les estimations et en tenant compte des effets de l'EAH sur la résilience au changement climatique et aux maladies respiratoires.

Tableau 1. Rapports coûts-avantages à l'échelle mondiale de la réalisation d'une couverture universelle d'ici à 2030 et de son maintien jusqu'en 2040

Niveau de service	Eau	Assainissement	Hygiène
Élémentaire	14-18	4,4-5,5	15-21
Géré en toute sécurité	1,5-1,9	2,2-2,9	-
Géré en toute sécurité et résilient aux effets du changement climatique	1,6-1,9	2,2-3,0	-

Source : Vivid Economics

Figure 1. Bénéfices nets annualisés de la réalisation de services universels sur la période 2021-2040 (en milliards de dollars US)



Remarque : La surface de chaque cercle correspond à l'ampleur des bénéfices nets de 2021 à 2040.

Source : Vivid Economics

Une analyse actualisée confirme la valeur de l'accès universel à l'EAH, lequel pourrait débloquer des milliers de milliards de dollars de valeur au cours des vingt prochaines années (tableau 1). Elle met en évidence que :

- Les investissements dans les services de base peuvent produire jusqu'à 21 fois plus de valeur que de dépenses et représentent une étape nécessaire vers la mise en place de services universels gérés en toute sécurité ;
- Moderniser les services de base pour en faire des infrastructures EAH gérées en toute sécurité est un investissement à long terme qui générera des bénéfices nets de 37 à 86 milliards de dollars US par an (figure 1), prévenant ainsi jusqu'à 6 milliards de cas de diarrhée et 12 milliards de cas de vers intestinaux entre 2021 et 2040, ce qui aura des répercussions importantes sur la santé et la nutrition des enfants ;
- Chaque dollar investi dans la modernisation stratégique des infrastructures en vue d'assurer leur résilience aux inondations pourrait permettre d'économiser au moins 62 dollars US en coûts de restauration. Les inondations sont la principale menace liée au changement climatique pour les infrastructures EAH dans le monde. On estime que 13 % de la population des pays les plus vulnérables sera confrontée à des interruptions de service. La résilience aux inondations est un investissement particulièrement rentable dans les zones sujettes aux inondations, les coûts liés à l'amélioration des infrastructures étant nettement inférieurs à ceux engendrés par les interruptions de service et les réparations.

Investir dans l'EAH peut être un moyen efficace de générer une croissance économique transformatrice au lendemain de la pandémie de COVID-19.

L'analyse des rapports coûts-avantages présentée dans ce rapport souligne que les avantages immédiats de tels investissements l'emportent clairement sur leurs coûts, mais cette décision implique d'autres dimensions stratégiques. À court terme, alors que de nombreuses économies sont confrontées à un taux de chômage élevé en raison de la pandémie, les investissements dans le secteur EAH sont susceptibles de constituer un fonds de relance efficace, rapidement déployable et axé sur la création d'emplois. À plus long terme, les services EAH peuvent favoriser l'émergence d'une main-d'œuvre en meilleure santé, mieux éduquée, plus productive et plus résiliente, permettant ainsi d'attirer de nouveaux investissements privés et de maintenir une croissance économique plus soutenue et équitable.

Des mesures urgentes et nécessaires

WaterAid appelle les gouvernements, les organisations internationales, les bailleurs de fonds et les entreprises à montrer l'exemple en réalisant, en 2021 et en 2022, des investissements bien plus durables et significatifs en faveur des infrastructures et services EAH des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Ces investissements constituent à la fois une mesure de santé publique indispensable pour lutter contre la pandémie de COVID-19, une mesure de relance budgétaire cruciale pour la reprise économique et un élément fondamental des futurs plans de préparation aux pandémies.

- Les gouvernements, les organisations internationales, les bailleurs de fonds et les entreprises doivent ouvrir la voie en finançant les besoins de capitaux des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure à hauteur de 229 milliards de dollars US par an afin de réaliser à nouveau des progrès et d'atteindre ainsi l'ODD 6 d'ici à 2030.
- Les gouvernements du G20 doivent de toute urgence supprimer progressivement leurs subventions annuelles aux combustibles fossiles (580 milliards de dollars US) en vue de les réaffecter en faveur d'un relèvement solide et durable face à la COVID-19, notamment au travers du financement des services EAH.
- Les plans de relance budgétaire – soutenus par la communauté internationale – devraient intégrer le financement du montant nécessaire pour permettre à chaque établissement de santé dans les pays les moins avancés d'accéder à des services EAH sûrs et durables. Ce montant a été estimé à 6,5 milliards de dollars US¹.
- Tous les pays à revenu élevé doivent s'acquitter de leurs responsabilités pour fournir de nouveaux fonds en faveur de la lutte contre le changement climatique, en complément d'aides publiques au développement (APD) accrues, conformément à leur engagement à mobiliser 100 milliards de dollars US par an en faveur de la lutte contre le changement climatique. Cela impliquera notamment d'accroître considérablement le financement des mesures d'adaptation par des subventions dans le secteur EAH au sein des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.
- Afin d'honorer leur engagement consistant à consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'APD, les pays à revenu élevé devront doubler le montant de l'APD alloué au secteur EAH en 2021 et en 2022.
- Les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux et les investisseurs du secteur privé devront collaborer plus étroitement et créer des environnements propices à une hausse des investissements dans le secteur de l'eau destinés aux communautés les plus pauvres et les plus vulnérables vivant dans des zones particulièrement sensibles au changement climatique. Ces mesures permettront de garantir une meilleure adéquation des fonds alloués à la lutte contre le changement climatique avec les besoins les plus criants des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.
- Les gouvernements du G20 et les créanciers du secteur privé doivent procéder à une annulation complète de la dette des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure surendettés. Ils doivent notamment réallouer les droits de tirage spéciaux afin de faciliter les investissements en faveur de l'ODD 6 et du Programme 2030 dans le cadre des mesures de relance budgétaire visant à soutenir la reprise économique après la crise de la COVID-19.

¹ Estimation basée sur l'étude des coûts de l'OMS, qui fait actuellement l'objet d'un examen par les pairs, comme l'indiquent Bruce Gordon, Maggie Montgomery et Maria Neira (2021). **Opinion : How to ensure WASH services in all health care facilities.**



Vivid Economics est un cabinet de conseil en stratégie économique de portée mondiale.

Consultant de premier plan dans les secteurs liés à l'interface entre politiques et commerce, aux ressources et à l'environnement, il prodigue des conseils sur les politiques et problématiques commerciales les plus importantes et complexes dans le monde entier.

WaterAid est une organisation internationale à but non lucratif, œuvrant à démocratiser l'accès à l'eau potable, à des toilettes décentes et à de bonnes conditions d'hygiène partout et pour tous, en l'espace d'une génération. Seules des réponses pérennes à ces trois enjeux essentiels peuvent permettre aux populations de voir leur vie se transformer pour de bon.

Ce rapport s'appuie sur de nombreuses sources, dont une analyse économique et des études de cas réalisées par Vivid Economics. WaterAid a formulé les conclusions et les recommandations découlant de ces travaux de recherche.

Plus d'informations disponibles à l'adresse suivante : washmatters.wateraid.org/mission-critical



Remerciements

Ce rapport a été rédigé par Caroline Vexler, Oliver Walker, Christian Mortlock et Allegra Saggese (Vivid Economics) avec les contributions de Hossain Ishrath Adib, Saief Manzoor-Al-Islam, Bernard Aryeetey, Chilufya Chileshe, John Garrett, Dan Jones, Gashaw Kebede, Kaysar Kobir, Lisa Martin, Claire Seaward, Tseguereda Abraham et Yaekob Metena (WaterAid), et révisé par Ella Lines (WaterAid). Les auteurs souhaitent adresser leurs remerciements à la fondation Bill & Melinda Gates et à l'Institute for Health Metrics and Evaluation pour leur soutien. Ils remercient également Sol Oyuela et Guido Schmidt-Traub pour les conseils et contributions qu'ils ont apportés aux étapes clés de l'élaboration de ce rapport.

WaterAid est une organisation à but non lucratif immatriculée :

Australie : ABN 99 700 687 141.

Canada : 119288934 RR0001.

Inde : U85100DL2010NPL200169.

Suède : N° org. : 802426-1268, PG : 90 01 62-9, BG : 900-1629.

Japon : 特定非営利活動法人ウォーターエイドジャパン

(認定NPO法人) WaterAid Japon est un organisme à but non lucratif agréé.

Royaume-Uni : 288701 (Angleterre et Pays de Galles) et SC039479 (Écosse).

États-Unis : WaterAid America est une organisation à but non lucratif régie par l'alinéa 501(c) (3) du Code des impôts américain.